

À LA RECHERCHE D'UN FUTUR

Le 21 janvier 2017, de deux à trois millions de personnes ont défilé dans les rues des États-Unis et de 70 autres pays pour dénoncer les politiques annoncées par le nouveau président américain, Donald Trump. Pour plusieurs villes nord-américaines, ce sont les manifestations les plus importantes de leur histoire. Ces mobilisations ne sont pas propres à notre époque, bien sûr. Elles sont un moyen historique pour exprimer mécontentement ou revendications hors des canaux de la démocratie représentative. Les mouvements sociaux d'aujourd'hui sont-ils pour autant les mêmes qu'il y a 50 ans?

Les personnes qui battent le trottoir en ce début de mandat de Donald Trump s'inquiètent entre autres d'un possible retour en arrière dans les domaines du climat, de l'éducation, de la santé, des droits des femmes, des droits civiques et de l'immigration. Bien que motivées par de multiples causes, ces manifestations s'inscrivent dans la lignée des mobilisations collectives qui, dès le début des années 1980, dénonçaient le retrait de l'État de certains secteurs (santé, éducation, aide sociale, logement) et la vulnérabilité croissante des personnes face aux risques et soucis de la vie (chômage, maladie, vieillesse). Rappelons-nous les manifestations contre la réforme de l'aide sociale entre 1986 et 1989 au Québec, qui visaient à dénoncer la diminution des prestations et la surveillance accrue des prestataires. Plus récemment, en 2016, les groupes de défense des bénéficiaires de l'aide sociale ont combattu, sans succès, la loi 70 qui réintroduit des pénalités (fortes) du montant de la prestation (de 623 \$ à 399 \$) dans certaines situations. Les luttes contre l'austérité lancées par les étudiants, les syndicats et les groupes communautaires depuis 2012 font elles aussi largement écho à celles des années 1980 et 90 pour une augmentation du salaire minimum. Autrement dit, les inégalités sociales et la question du soutien de l'État continuent d'alimenter les luttes sociales. Mais les manifestations anti-Trump sont plus qu'une redite de l'histoire. Elles illustrent également les transformations profondes que les mobilisations ont connues dans les 50 dernières années.

DES CAUSES QUI DEVIENNENT PLURIELLES

De l'après-guerre aux années 1970, les conflits sociaux s'inscrivaient essentiellement dans la sphère du travail. Portés par les syndicats, ils avaient pour principal objet l'amélioration de la condition ouvrière : salaires, droit de grève, équité salariale, sécurité au travail. Au Québec, par exemple, lors de la grève générale du printemps 1972, 300 000 travailleurs se sont mobilisés pour l'instauration d'un salaire plancher de 100 \$ par semaine dans le secteur public. Ils ont finalement obtenu de l'État des gains substantiels.

À partir du milieu des années 1970, les sources des conflits se sont multipliées et les luttes, diversifiées. Des domaines variés de la vie sociale ont été politisés, qu'il s'agisse des rapports sociaux de sexe et de genre, des origines ethnoculturelles ou encore de la défense de l'environnement. «Le privé est politique», annonçait ainsi le slogan féministe de la deuxième vague, rappelant que la question des femmes ne leur était pas exclusive : elle devait être pensée comme un enjeu de société. Dans ce sillage, les mobilisations des gais et lesbiennes ont contribué à faire de l'homophobie un objet de débat public et à l'inscrire à l'agenda politique.

Ces «nouvelles» mobilisations sont plus centrées sur l'expression identitaire et la recherche de reconnaissance individuelle et collective plutôt que sur des revendications liées à des corps de métier. La solidarité collective s'est organisée dans, mais surtout à côté de la sphère du travail.

Plusieurs analystes de ces «nouveaux mouvements sociaux», dont Ulrich Beck, sociologue et philosophe allemand, ont proposé une interprétation de ces changements. Pour Beck, la modernisation des sociétés s'est traduite par une individualisation croissante du social et du politique. Non pas que l'individu soit plus égoïste ou plus centré sur lui-même, mais plutôt qu'il est devenu le point de départ et d'arrivée des systèmes politiques, prenant progressivement la place des collectifs (la famille, la communauté, la nation). Dans ce contexte, la solidarité sociale ne va plus de soi; elle ne répond plus à un impératif normatif qui ferait exister le collectif avant l'individu. Au contraire, elle doit être construite et reconstruite en permanence, créant du sens commun au nom de principes partagés, eux-mêmes à inventer et à négocier.

Comment arbitrer entre protection de l'environnement et création d'emplois? Entre les droits des populations autochtones et l'exploitation des ressources naturelles? Pourquoi contribuer par l'impôt à la solidarité sociale si l'État ne se donne plus les moyens de protéger et d'éduquer sa population? Les manifestations du 21 janvier 2017 sont un excellent exemple de cette pluralité de causes : les Marches des femmes se voulaient inclusives,

rassemblant les minorités dans leur diversité. Mais elles ne fournissaient pas de mode d'emploi sur la manière de faire coexister des demandes très variées, parfois contradictoires.

DES PORTEURS DE CONFLIT EN TRANSFORMATION

Dans ce contexte de segmentation de la contestation, les organisations traditionnelles de mouvements sociaux (syndicats, groupes communautaires, etc.) ne répondent plus à l'ensemble des besoins. La baisse continue du nombre de membres de ces organisations est un bon indice de l'essoufflement. Celui-ci est dû, pour partie, à la perte de centralité du travail dans les conflits sociaux et aux modes d'organisation interne de ces groupes, de plus en plus remis en question.

Depuis la fin des années 2000, de nouveaux acteurs collectifs ont en effet émergé. Fonctionnant en réseaux plus horizontaux, ils suggèrent une décentralisation accrue des décisions et une diversité, parfois contestée, des modes d'action. Par exemple, au contresommet de Québec en 2001, organisé pour protester contre le traité de libre-échange avec les pays des Amériques (et qui devait conduire à la signature de la ZLÉA—zone de libre-échange des Amériques), se côtoyaient syndicats, associations étudiantes, groupes environnementaux, mais également des acteurs émergents, organisés en collectifs, comme le SALAMI ou la Convergence des luttes anticapitalistes.

Cet épisode contestataire a marqué le retour en force des groupes affinitaires et libertaires dans les luttes sociales au Québec, entraînant une transformation des analyses, des revendications et des actions. Investis dans la lutte contre la mondialisation, ces regroupements ont eu une influence sur l'ensemble des autres acteurs sociaux, y compris les mouvements syndical, étudiant et environnemental. Depuis 2001, on ne compte plus l'émergence (et la disparition) de collectifs militants, unis ponctuellement pour une cause (le Collectif des profs contre la hausse, celui des Mères en colère, etc.) et directement liés à des événements plus qu'à une identité durable. D'ailleurs, la Marche des femmes du 21 janvier 2017 à Montréal a été organisée par des personnes non affiliées, et non par la Fédération des femmes du Québec, l'organisme provincial à la tête du mouvement des femmes.

LA PLANÈTE: UN NOUVEAU TERRAIN DE JEU?

Avec la croissance des échanges commerciaux et financiers mondiaux, l'échelle des mouvements a elle aussi changé. C'est du moins la thèse de plusieurs analystes, qui ont annoncé l'avènement des luttes sociales mondiales. Le Forum social mondial (FSM), dont l'édition 2016 avait lieu à Montréal, est un archétype de ce nouveau terrain de jeu planétaire. Le FSM rassemble périodiquement des militants des quatre coins du globe autour du slogan *Un autre monde est possible*. Il vise le partage d'expériences et d'analyses dans de multiples secteurs (droits de la personne et droits autochtones, économie, environnement, souveraineté alimentaire, etc.).

Selon l'analyste politique Sydney Tarrow, un des penseurs dominants de l'étude de la contestation, ces militants transnationaux sont polyglottes et voyageurs, mais ils demeurent ancrés dans des réseaux locaux et nationaux. Il parle de «militants cosmopolites enracinés», qui jouent le rôle de passeurs entre des réalités et des échelles de luttes distinctes. C'est précisément cette capacité de se mouvoir entre plusieurs sphères qui fonde la caractéristique première de ces leaders. Les enjeux sociaux étant de plus en plus interconnectés et interdépendants, ils sont traités comme tels par les militants et les mouvements, qui tentent de construire des alliances transnationales pour faire front.

Pendant dix ans, les FSM ont pu projeter l'image d'un contremouvement mondial en formation. Depuis la crise économique et financière de 2008, ce sont pourtant des mobilisations nationales qui ont fait les manchettes: les printemps arabes de 2011, le printemps de 2012 au Québec, les occupations de places en Espagne et en France, etc. Ces mobilisations entretiennent bien sûr des liens entre elles, virtuels ou physiques, par le biais des militants qui circulent d'un événement à l'autre; des apprentissages croisés se font, mais la contestation n'est pas devenue mondiale. Elle joue sur plusieurs tableaux à la fois: elle est multisectorielle et multiniveaux.

SI LA CONTESTATION DE L'ORDRE ÉTABLI NE REPOSE PLUS SUR DES ORGANISATIONS FORMELLES, COMMENT ASSURER LA CONTINUITÉ DES MOBILISATIONS, AU-DELÀ DES ÉVÈNEMENTS PONCTUELS? SOMMES-NOUS CONDAMNÉS À CE QUE LA RÉPRESSION REMPLACE LA NÉGOCIATION DANS LA GESTION DES LUTTES SOCIALES?

DES MODES D'ACTION ET D'ORGANISATION RENOUVELÉS

Depuis 2011, les mouvements des Indignés en Espagne, *Occupy* aux États-Unis et au Canada, les luttes anti-austérité en Grèce ou Nuit Debout en France pointent tous dans une direction: la délégitimation de la représentation politique comme moyen de gérer les conflits.

Au banc des accusés: les partis et l'élite politiques, mais aussi les institutions de représentation, comme le Parlement. Avec la série d'occupations de l'espace public, les citoyens gagnent une place dans les processus de décision sans passer par la hiérarchie des organisations, et le projet politique lui-même se renouvelle. Les

militants s'investissent «ici et maintenant», leur engagement se joue dans les pratiques quotidiennes, plutôt que dans des projets tournés vers un changement futur ou l'attente du «grand soir». L'horizon politique a donc changé, la révolution doit être inventée au jour le jour, de manière permanente.

Parfois, de nouveaux partis politiques se forment (comme Podemos en Espagne ou même Syriza en Grèce), tentant de «faire la politique autrement» et de porter les espoirs de ces nouveaux acteurs dans la sphère politique traditionnelle. Le renouvellement de l'arène électorale est alors un effet collatéral. Mais les ambitions initiales vont-elles résister aux règles du jeu électoral?

Chez nous, la présence de Québec solidaire a montré que certaines pratiques pouvaient changer, comme la fonction de co-porte-parole, mais le parti demeure marginal à l'Assemblée nationale (autour de 10% de votes aux élections), malgré plus de 10 ans d'existence.

DES DÉFIS SURMONTABLES?

Ce renouvellement des luttes, tant dans ses contenus que dans ses modes opératoires, pose des défis importants. Si la contestation de l'ordre établi ne repose plus—ou repose moins—sur des organisations formelles, comment assurer la continuité des mobilisations? Dans le règlement des conflits, qui parle au nom de qui, si la représentation et le leadership sont ramenés aux individus? Avec qui l'État devrait-il négocier? Sommes-nous condamnés à ce que les répressions politique et policière remplacent la négociation comme mode premier de gestion des luttes sociales?

Un autre défi émerge, probablement plus sournois: celui du confinement de la protestation à une élite militante incapable d'étendre son influence au-delà des déjà-convaincus. Les militants actifs représentent un pourcentage très faible de la population en âge de voter—autour de 3-4%—, et ce, depuis des décennies. L'enjeu ne se situe pas là. Il concerne plutôt la capacité des luttes sociales à faire vivre, dans l'espace public, des contrediscours, et à sensibiliser la population à la nécessité de faire exister des contre-pouvoirs pour la bonne santé démocratique. Il fut un temps où les syndicats jouaient ce rôle d'éducation politique auprès d'un public large. Aujourd'hui, les organisations syndicales le jouent moins, soit parce qu'elles n'en ont plus les moyens, soit parce que leurs orientations ont changé. Au Québec, les organismes populaires et communautaires ont aussi joué ce rôle fondamental. Ils sont également en perte de vitesse. Qui va les remplacer? Les institutions religieuses, comme aux États-Unis?

On peut douter de l'effet d'entraînement à long terme des initiatives citoyennes ponctuelles. Il serait sain de prendre un peu de distance par rapport au nouveau mantra participatif, prôné tantôt par les gouvernements, tantôt par les acteurs sociaux en mal de consultation. Pour que la démocratie participative devienne un rempart contre la perte d'horizon politique, il faut se poser la question du contenu de cette participation. Il ne suffit pas de «se parler», il faut accompagner cette délibération d'une analyse politique solide. Il n'est pas certain que

l'initiative de l'automne 2016 au Québec, Faut qu'on se parle, réponde à cette exigence.

Les mouvements sociaux, par leurs actions contestataires, ont un rôle central dans les démocraties libérales. Ils redéfinissent les horizons de l'imagination politique, ouvrent de nouvelles problématiques, proposent des solutions de rechange à l'ordre politique dominant. Révélatrices des relations changeantes entre société civile et État, et des transformations du rapport au politique, les mobilisations collectives occupent une place à part dans la construction de nos futurs politiques. C'est pourquoi les chercheurs en sciences sociales en font un objet privilégié d'analyse.

La revue *Lien social et Politiques* (LSP, anciennement *Revue internationale d'action communautaire—RIAC*) fête en 2016 son demi-siècle. Elle offre un panorama intéressant sur l'action militante, qui a été au cœur du projet initial de la RIAC et est demeurée depuis un questionnement central. Dans le numéro 75, l'équipe éditoriale a dressé une passionnante rétrospective des textes parus sur quelques thématiques transversales, dont les luttes sociales. Téléchargez-le gratuitement sur le site de LSP.

Pascal Dufour

Membre du comité éditorial, *Lien social et Politiques*.

Lien social et Politiques est une revue scientifique, pluridisciplinaire et internationale consacrée aux thèmes du lien social, des problèmes sociaux et des politiques publiques. Publiée deux fois l'an, elle propose des dossiers thématiques en partant aussi bien des pratiques sociales des individus que des régulations institutionnelles et des interventions publiques. La revue est un outil d'analyse, de débats et de comparaison des principaux enjeux contemporains en matière de politiques sociales. Les 78 numéros de la revue sont en accès libre complet: www.lsp.inrs.ca

